



ANALYSE CRITIQUE DE LA DROITE

Tant pis pour le pouvoir d'achat...

Déjà, en berne depuis de longs mois, le pouvoir d'achat des Français risque de baisser sensiblement cette année. A cause de l'envolée des prix pétroliers qui s'accélère, et de celle des prix des produits alimentaires. A cause aussi de la politique économique du gouvernement qui accroît les hausses de tarifs pour les ménages, la prochaine hausse des tarifs du gaz n'étant que la plus récente illustration, qui conduit une politique salariale de fait déflationniste.

Avant le redémarrage de l'inflation, la situation du pouvoir d'achat des ménages était déjà difficile. Publiée le 16 décembre dernier, la dernière note de conjoncture de l'Institut national de la statistique et des études économiques l'établissait clairement. Elle laissait apparaître que le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages devait progresser de +1,4% sur l'ensemble de l'année 2010, après +1,6% en 2009.

Toutefois, cet indicateur est trompeur, car il n'est pas corrigé par des évolutions démographiques. Il s'éloigne donc de ce que les Français éprouvent concrètement. Comme à son habitude, l'Insee présentait dans cette étude, la seule qui fasse foi dans le débat économique, d'autres mesures et d'autres indicateurs

« En 2010, écrivait l'institut, le pouvoir d'achat par unité de consommation augmenterait au même rythme qu'en 2009 (+0,8%). Par habitant, la hausse atteindrait +0,4%, tandis que le pouvoir d'achat par ménage **baisserait de 0,4%** ». Ce dernier chiffre demeure conforme à ce que ressentent concrètement les Français: **le pouvoir d'achat est en baisse...**

Déjà en 2010 la tendance était inquiétante, du fait d'une récession dont l'économie reste marquée et du fait aussi d'une accumulation de plans d'austérité en Europe, et d'une politique économique française très restrictive pour les salariés et les ménages ...

L'horizon s'est depuis quelques semaines, encore assombri. Du fait de la combinaison des deux mêmes facteurs : une dégradation de l'environnement international, et de nouvelles mesures d'austérité.

L'engagement du gouvernement, pour un moratoire des hausses de GDF aux oubliettes...

Si rétives à répercuter les baisses quand les prix du brut reculent, les compagnies pétrolières ont, répercuté sans délai les hausses sur les prix à la pompe. Le processus avait d'ailleurs déjà commencé en janvier. Ce mois-là, les prix de l'énergie ont progressé en France de 3,7% sur un mois, portant la hausse à 13,7% sur les douze derniers mois. La tendance s'est encore aggravée en février et pèse désormais lourdement sur le pouvoir d'achat des ménages. Dans le même temps, les prix des produits alimentaires sont sur une pente fortement inflationniste, en raison des répercussions de la flambée des prix des matières premières agricoles, qu'il s'agisse du blé, du soja ou encore du sucre. Le scénario économique, déjà défavorable, que retenait l'Insee en décembre, se détériore davantage...

Dans le même temps, le gouvernement poursuit une politique d'austérité. Après la cascade de hausses de tarifs publics, survenues au 1^{er} janvier, d'autres sont dès à présent annoncés. Celle du prix du gaz: « une nouvelle majoration de 5 % au 1^{er} avril, en vertu du système de révision trimestrielle ; 10,8 millions de foyers raccordés au gaz naturel sont concernés. La hausse représente un surcoût moyen de l'ordre de 45 euros, la facture de chauffage. A l'issue de cette majoration, le prix du gaz aura augmenté **de près de 20% en un an**. Le 1^{er} avril 2010, il avait déjà bondi de 9,7%. En juillet dernier, il s'était encore apprécié, de 4,7% »....

Le gouvernement ne cherche pas à amortir le choc extérieur. Divers leviers de la politique économique pourraient pourtant lui permettre d'amortir le choc ; il choisit de l'aggraver. C'est d'autant plus choquant que cette attitude se double d'un manquement à la parole donnée. La ministre des Finances, Christine Lagarde, avait en effet tenté de déminer le terrain, après la rafale des hausses de l'année 2010, en annonçant l'hiver dernier, un gel des tarifs, à compter du 1^{er} janvier...**Promesse aussitôt oubliée...**

Eric Besson, le ministre de l'Industrie, confirme ce qu'il se refusait, à peine 8 jours plus tôt : accepter l'augmentation du prix du gaz de 5% . Le ministre s'est cependant empressé de justifier ce changement de pied, prétextant qu'il avait été « décidé de ne pas modifier les prix du gaz en octobre 2010 et janvier 2011 » et que « les tarifs étaient restés inchangés pendant tout l'hiver 2010-2011 ». Sur un an, ils ont pourtant augmenté de quelques 20% . Alors même que, «le prix du gaz est en chute libre sur le marché mondial, depuis juin 2008 (...)» -

Vis à vis d'un regain d'inflation, des voix de plus en plus nombreuses dans les milieux de droite et du patronat s'élèvent pour que les salariés qui payent les pots cassés. Ainsi, Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale européenne (BCE), s'indigne que certains puissent revendiquer une hausse des salaires. Relever les salaires, «ce serait la dernière des bêtises à faire».... Sans même attendre la recommandation du patron de la banque centrale européenne, le chef de l'Etat avait fait passer le message à toutes les entreprises de ne pas accorder de « coup de pouce » . A noter que le salaire minimum n'a pas bénéficié de « coup de pouce » depuis 5 ans

Le pouvoir d'achat risque donc en 2011 encore de décrocher davantage durant l'année 2010. Le gouvernement a fait le choix délibéré **de l'austérité salariale**, alors même que les revenus salariaux sont déjà très faibles. Plus de 20% des salariés français gagnent moins que le Smic ou tout juste le Smic ; le revenu mensuel médian des Français est seulement de 1580 euros ; la France compte désormais plus de 8 millions de pauvres, selon les statistiques publiques...**6 millions de salariés perçoivent tout juste ou à peine 750 euros mensuels.**

Sources : [Marianne.fr/Le Figaro/Tendance.com](http://Marianne.fr/Le_Figaro/Tendance.com)

